**Procès-Verbal de la réunion
DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE du 8 novembre 2021**

L'an deux mille vingt et un, le 8 novembre à dix-neuf trente, le Conseil Municipal, également convoqué par Monsieur le Maire, le 29 octobre 2021, s'est assemblé dans la salle du conseil municipal, sous la Présidence de Monsieur Alain GERMAIN, Maire en exercice.

Le Maire ouvre la séance et procède immédiatement à la nomination du secrétaire choisi parmi les membres présents. Madame Florence DESCHODT, qui en accepte les fonctions, est nommée secrétaire de séance. Elle procède à l'appel nominal.

Présents : M.GERMAIN Alain, M.CARTIER Jacques, Mme BAILLOT Arlette, M.MADIGOU Eric, Mme KATZMAN Valérie, M.DELAPLACE Nicolas, M.VAN HILLE Benoit, M.AUSSENAC Christian, Mme IMBERT Claudine, Mme LIGNEY Véronique, Mme GRAFFIN Anne-Marie, M. VIAL Frédéric, M. LEROUX Stéphane, M. BERNARD Jean-Michel, Mme MOUTAMALE Vivienne, M.CHARVET Christophe, Mme SELLES Anne, Mme DESCHODT Florence, M.BESSET Christophe, M.MAISSE Jacques, M.JOUBERT Patrick, Mme BOYER RIVIERE Dominique

Absents excusés : Mme LEFRENE Géraldine (pouvoir donné à M.GERMAIN Alain), Mme GARDETTE Valérie (pouvoir donné à M.DELAPLACE Nicolas), M.VALON Thibault (pouvoir donné à M.MADIGOU Eric), M.LELARD Pierre Marie (pouvoir donné à M.JOUBERT Patrick), Mme ARNAUD Catherine (pouvoir donné à M.MAISSE Jacques)

Nombres de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 27

Formant la majorité des membres en exercice

I) Approbation du Procès-verbal du Conseil Municipal du 6 septembre 2021

Le procès-verbal du 6 septembre 2021 sera soumis à l'approbation lors de la prochaine séance du conseil municipal.

Alain GERMAIN explique que le procès-verbal du 6 septembre 2021, a été émis un peu tard suite à des problèmes administratifs au sein de la commune, il semblerait qu'il y ait quelques imprécisions selon Patrick JOUBERT.

Patrick JOUBERT souligne que c'est avec un profond regret qu'il conteste la légalité et le vote pour approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 6 septembre 2021 suite à l'envoi tardif le 5 novembre, qui ne nous a pas permis d'exercer nos prérogatives sereinement. Patrick JOUBERT indique que certains échanges n'ont pas été consignés entre la majorité et l'opposition notamment des textes de loi circonstanciés faisant partie des fondamentaux utiles aux débats.

Patrick JOUBERT cite la délibération 21.37 sur la modification du budget primaire des modulaires de l'école dans laquelle il demande à Alain GERMAIN la différence de coût entre la location ou l'acquisition afin de retenir la solution la moins couteuse pour la commune, qui n'a pas été consigné dans le procès-verbal.

En ce qui concerne la délibération 21.40 sur le partage de compétences avec la Métropole sur la mobilité en libre-service, Monsieur l'Adjoint avait soutenu qu'il n'y avait pas d'ancrage alors que Patrick JOUBERT a cité très clairement les articles de lois qui encadre cela et il regrette que les propos de Jacques MAISSE où il affirme que lors de la commission la majorité était très partagée sur cette délégation au profit de la métropole et où il précise que l'opposition a voté contre.

Patrick JOUBERT précise aussi que lors de la question orale il y a eu quelques échanges notamment avec Dominique BOYER RIVIERE qu'il ne retrouve pas dans le procès-verbal. Il remercie Monsieur Le Maire pour sa proposition et il se tient à disposition pour valider les remarques principales. Alain GERMAIN indique que le procès-verbal du 6 septembre 2021 sera soumis à l'approbation lors de la prochaine séance du conseil municipal.

II) Communication des décisions prises par le Maire dans le cadre de ses délégations du 1^{er} septembre au 27 octobre 2021

Décision 21.34 : Remboursement anticipé de l'emprunt contracté auprès du Crédit Agricole Centre Est – contrat de prêt n°07023262

Vu la délibération n° 20.41 du 10 juillet 2020 relative aux délégations données par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire, et notamment la délégation n°3 : procéder aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts,

Considérant l'instruction n° NOR/LBL/B/03/10032/C du 4 avril 2003 relative aux régimes des délégations des compétences en matière d'emprunt, de trésorerie et d'instruments financiers, qui indique qu'en matière d'opérations financières utiles à la gestion des emprunts :

La notion « d'opérations financières utiles à la gestion des emprunts » recouvre les opérations suivantes :

- le réaménagement de la dette (remboursement par anticipation, renégociation contractuelle),
Vu le contrat de prêt du Crédit Agricole Centre Est sous le numéro 07023262 et notamment les dispositions relatives au remboursement anticipé,

Vu la délibération n°16.41 du 12 décembre 2016 autorisant Monsieur le Maire à signer toutes les pièces accessoires à la réalisation et à la gestion du dit-prêt,

Vu le budget primitif 2021,

Il a été décidé le remboursement de l'emprunt de 1 400 000 € contracté en 2016 auprès du Crédit Agricole Centre Est, par anticipation, à l'échéance du 22 septembre 2021.

Patrick JOUBERT pose une question concernant le remboursement du prêt du Crédit Agricole. Il demande quelques précisions sur l'échéance du prêt, les dispositions relatives au remboursement anticipé et si la commune aura un coût supplémentaire et des pénalités.

Jacques CARTIER répond que l'échéance du prêt est le 21 décembre et avec appel des intérêts tous les trimestres. Il indique après un contact avec l'établissement financier et la relecture du contrat, il confirme qu'il n'y a pas de pénalités de remboursement anticipé. Afin de pas faire courir le prêt jusqu'en décembre, il explique que le capital du prêt a été remboursé et les coûts des intérêts du trimestre concerné et une économie des intérêts d'un trimestre a été réalisée.

Décision 21.35 : Le Pacte – projection à la médiathèque dans le cadre du mois du documentaire – 9 novembre 2021

Considérant la participation de la médiathèque de Collonges au Mont d'Or au programme le mois du documentaire, la projection du film le Sel de la Terre dans le cadre de mois du documentaire sera assurée le 9 novembre 2021 à la médiathèque de Collonges au Mont d'Or. La dépense correspondante sera inscrite au budget primitif de l'exercice en cours pour un montant de 250 € HT (TVA 5.5% en sus).

Décision 21.36 : Compagnie COLEGRAM – droit d’exploitation d’un spectacle : Panique chez les Mynus – spectacle de Noel du 3 décembre 2021

Considérant que la commune projette un spectacle de Noel pour les enfants de Collonges au Mont d’Or le 3 décembre 2021,

Considérant qu’il convient de contractualiser afin de déterminer notamment les modalités techniques et financières afférentes à l’intervention,

Vu le devis proposé par la Compagnie COLEGRAM pour la représentation du spectacle Panique chez les Mynus Il est décidé de conclure un contrat de prestations de spectacle avec la compagnie COLEGRAM – 36 rue de la Baisse – 69100 Villeurbanne pour le spectacle de Noel du 3 décembre 2021 à 17h15.

La Commune aura à sa charge, le montant de 1 300 € TTC.

Décision 21.37: Contrat de prestations intellectuelles – Signature – Animation Halloween par l’Odysée des Coccinelles à la médiathèque – 29 octobre 2021

Considérant que la commune projette une soirée d’animation autour d’Halloween le 29 octobre 2021 à la Médiathèque de Collonges au Mont d’Or,

Considérant qu’il convient de contractualiser afin de déterminer notamment les modalités techniques et financières afférentes à l’intervention,

Vu le devis proposé par l’Odysée des Coccinelles,

Il est décidé de conclure un contrat de prestations d’animation avec l’Odysée des Coccinelles. La soirée Halloween se tiendra le 29 octobre 2021 à la Médiathèque de Collonges au Mont d’Or. La Commune aura à sa charge, le montant de 290 € TTC pour la présence de 20 à 22h.

Décision 21.38 : Contrat de prestations intellectuelles – Signature – Spectacle à la médiathèque – Compagnie du Vieux Singe – spectacle Le Voyage d’Ulysse – 7 décembre 2021

Considérant que la médiathèque propose un spectacle le 7 décembre 2021,

Considérant qu’il convient de contractualiser afin de déterminer notamment les modalités techniques et financières afférentes à l’intervention,

Vu la proposition de la Compagnie du Vieux Singe,

Le contrat de cession du droit d’exploitation d’un spectacle est signé pour spectacle à la médiathèque le 7 décembre 2021 : Le voyage d’Ulysse par la Compagnie du Vieux Singe. La dépense correspondante sera inscrite au budget primitif de l’exercice en cours pour un montant de 1 400 € TTC.

Patrick JOUBERT indique que la programmation de deux spectacles Panique chez les Mynus à la Salle des Fêtes et Le Voyage d’Ulysse à la Médiathèque qui s’adressent aussi bien aux familles, qu’aux groupes scolaires, sont proches à quatre jours d’intervalle. Ce manque de délai ne permet pas peut-être d’avoir la ferveur du public et au vu aussi du nombre restreint de place « moins de cinquante » dans la salle Médiaplus.

Florence DESCHODT explique que le spectacle Panique chez les Mynus c’est le spectacle de Noël qui a été reporté de l’année dernière suite à la pandémie et c’est pour un public familial avec des enfants de 2 à 6 ans. Elle souligne que le voyage d’Ulysse déjà programmé dans la médiathèque où elle travaille, est un spectacle qui touche plus un public d’enfants de 7 à 10 ans. Elle signale que ce sont deux spectacles très différents ne touchant pas le même public. Elle se réjouit de se retrouver ensemble dans les salles et de pouvoir avoir une programmation riche et variée certes avec un intervalle proche pour tous les publics.

Décision 21.39 : Contrat de prestations intellectuelles – Signature – Intervention à la médiathèque de Collonges au Mont d’Or dans le cadre du Festival du Livre Jeunesse d’Ecully

Considérant que la médiathèque proposera une rencontre avec un auteur dans le cadre du festival du livre jeunesse d’Ecully,

Considérant qu’il convient de contractualiser afin de déterminer notamment les modalités techniques et financières afférentes à l’intervention,

Vu la proposition de M.GUILLOPPE,

L'intervention de M.GUILLOPPE dans le cadre d'une demi-journée de rencontre atelier avec Antoine GUILLOPPE est validée pour le mercredi 17 novembre 2021. La dépense correspondante sera inscrite au budget primitif de l'exercice en cours pour un montant de 297 € TTC.

Décision 21.40 : Contrat de travaux – Signature – Architecte D.SALOU - autorisation d'urbanisme pour pose des modulaires et mission de maitrise d'oeuvre

Considérant la pose de modulaires à l'école primaire M.Paul en raison de l'augmentation des effectifs,
Considérant qu'il convient de contractualiser pour le dépôt de l'autorisation d'urbanisme et toutes les pièces afférentes et la mission de MOE induite,

Vu la proposition de M.David SALOU,

La proposition d'honoraires de M.David SALOU est acceptée pour les missions suivantes : dépôt de l'autorisation d'urbanisme et missions de maitrise d'oeuvre. La dépense correspondante est inscrite au budget primitif de l'exercice en cours pour un montant de 5 860 € HT soit 7 032 € TTC.

Décision 21.41 : Renouvellement de concession n°168 NVC

Renouvellement d'une concession pour 15 ans.

Décision 21.42 : Etude géotechnique pour pose de modulaires à l'école primaire M.Paul – mission G2AVP – Hydrogéotechnique Sud Est

Considérant la pose de modulaires à l'école primaire M. Paul en raison de l'augmentation des effectifs scolaires,
Considérant la nécessaire étude des sols et la mission G2AVP (essai au pénétromètre, forages et rapport de mission G2AVP,

Vu la proposition d'Hydrogéotechnique Sud Est en date du 12 octobre 2021

La proposition d'Hydro géotechnique Sud Est est acceptée pour les missions suivantes : essais au pénétromètre, forage et établissement du rapport de mission G2AVP. La dépense correspondante est inscrite au budget primitif de l'exercice en cours pour un montant de 1 660 € HT soit 1 992 € TTC.

Décision 21.43 : Contrat de coordination SPS - pose de modulaires à l'école primaire M. Paul – DEKRA

Considérant la pose de modulaires à l'école primaire M. Paul en raison de l'augmentation des effectifs scolaires,
Considérant la nécessaire coordination SPS pour l'installation des modulaires à l'école M. Paul,

Vu la proposition de DEKRA en date du 12 octobre 2021, n°2021 2083 5200,

La proposition de DEKRA est acceptée pour les missions suivantes : SPS3 C+R : coordination en matière de sécurité et de protection de la santé en phase conception et réalisation. La dépense correspondante est inscrite au budget primitif de l'exercice en cours pour un montant de 900 € HT soit 1 080 € TTC.

Décision 21.44 : Mission d'assistance technique - pose de modulaires à l'école primaire M. Paul – DEKRA

Considérant la pose de modulaires à l'école primaire M. Paul en raison de l'augmentation des effectifs scolaires,
Considérant la nécessaire coordination SPS pour l'installation des modulaires à l'école M. Paul,

Vu la proposition de DEKRA en date du 12 octobre 2021, n°2021 1030 5372,

La proposition de DEKRA est acceptée pour la mission suivante : mission assistance technique génie civil (établissement notice sécurité autorisation d'urbanisme). La dépense correspondante est inscrite au budget primitif de l'exercice en cours pour un montant de 500 € HT soit 600 € TTC.

Décision 21.45 : Mission de contrôle technique - pose de modulaires à l'école primaire M. Paul – DEKRA

Considérant la pose de modulaires à l'école primaire M. Paul en raison de l'augmentation des effectifs scolaires,
Considérant le nécessaire contrôle technique après l'installation des modulaires à l'école M. Paul,

Vu la proposition de DEKRA en date du 12 octobre 2021, n°2021 1030 5373,

La proposition de DEKRA est acceptée pour la mission suivante : contrôle de la construction : solidité, accessibilité et attestation et vérification électrique. La dépense correspondante est inscrite au budget primitif de l'exercice en cours pour un montant de 1 600 € HT soit 1 920 € TTC.

Décision 21.46 : Adhésion à l'IRMA (Institut des Risques Majeurs) – années 2021 et suivantes

Considérant le besoin de conseil et d'accompagnement réalisé par l'IRMA au profit des collectivités,
Considérant la nécessité de mettre à jour notre Plan Communal de Sauvegarde,

Il est décidé d'adhérer à l'IRMA pour l'année 2021 et suivantes pendant la durée du mandat 2020-2026.

L'adhésion 2021 est d'un montant de 170 €. Chaque année, l'adhésion sera renouvelée et payée en fonction du barème de cotisations de l'IRMA.

III) Délibérations

➤ Finances communales

Délibération 21.57 : Décision modificative n°2 – budget 2021

Rapporteur : M.Jacques CARTIER

Monsieur Jacques CARTIER informe l'assemblée de la nécessité de procéder à des ajustements de crédits sur le budget primitif communal 2021 par une décision modificative n°2.

Il est proposé :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération portant approbation du budget primitif 2021,

Vu les écritures de dépenses et de recettes arrêtées à ce jour,

Considérant qu'au regard de l'exécution du budget, il y a lieu de procéder à des réajustements de crédits,

COM.COLLONGES MT D'OR

Code INSEE

Budget communal

DM n°2

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

Décisions Modificatives n°2

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés	0,00 €	20 000,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 022 : Dépenses imprévues (fonctionnement)	20 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total FONCTIONNEMENT	20 000,00 €	20 000,00 €	0,00 €	0,00 €
Total Général		0,00 €		0,00 €

Jacques CARTIER explique que cette délibération a pour objectif de nous permettre d'ajuster le compte 012 qui est celui des charges du personnel en rajoutant 20 000 euros et précise que nous n'avons pas un surplus de dépenses en ramenant à ce chiffre le remboursement des indemnités journalières.

Jacques CARTIER dit que malheureusement le personnel de la Mairie a subi un flot d'absences pour maladie parmi les collaborateurs. Pour la prise en charges des salaires, il rappelle la délibération d'adhésion au contrat groupe du cdg : au-delà de 15 jours d'absence, un remboursement intervient en atténuation de charges.

Pour combler les absences, la Mairie a recruté deux personnes soit par le centre de gestion ou autre moyen. La rémunération de ces agents non titulaires s'ajoute à des agents absents.

L'atterrissage budgétaire sera proche globalement du prévisionnel de 1 810 000 euros et il précise que les comptes seront faits en fin d'année.

Patrick JOUBERT demande si avec une augmentation de 20 000 euros on n'atteindrait pas 1 830 000 euros et si l'atterrissage ne serait pas meilleur.

Jacques CARTIER précise que pour compenser les 20 000 euros une déduction des sommes reçues sera faite et il explique que la comptabilité publique ne s'équilibre pas entre les charges et les dépenses de la même façon que la compatibilité privée.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

➤ **APPROUVE** la Décision Budgétaire Modificative n°2 au Budget Communal de l'exercice 2021 telle que présentée dans le tableau ci-dessus.

➤ **Actions culturelles, vie associative et Evènements**

Délibération 21.58 : Convention Festival Saône en Scènes : autorisation de signature et attribution de subvention

Rapporteur : M.Alain GERMAIN

M.Alain GERMAIN rappelle à l'assemblée la 1ère édition du festival Saône en Scènes de l'automne 2019 et les difficultés induites par l'organisation par une collectivité. Il indique également que la 2^{ème} édition de 2020 n'a pas pu avoir lieu en raison de la crise sanitaire. Il indique que les 12 communes parties prenantes à ce projet ont travaillé pour offrir un programme diversifié au public du Val de Saône.

Il propose d'approuver la convention telle que jointe à l'annexe 1 du présent rapport de présentation et d'attribuer une subvention complémentaire de 300 € (1200 € déjà approuvés début 2021).

Alain GERMAIN explique que la commune accueillera vendredi prochain le spectacle de Caroline LOEB qui lira Françoise SAGAN. Saône en scènes offre une programmation variée comme du théâtre, un humoriste, des spectacles pour enfants, du jazz en fonction des douze communes participantes. Il indique que l'année dernière, Saône En Scènes avait fait toute la communication, l'impression et en raison de la crise sanitaire tout s'est arrêté d'un seul coup alors que c'était pratiquement finalisé. C'est pour cette raison qu'Alain GERMAIN propose un complément de subvention.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention et tous les documents afférents à cette programmation,
- **ACCEPTE** le versement de la subvention de 300 € complémentaires à l'association les Théâtres des Bords de Saône,
- **DIT** que les crédits sont prévus au budget de l'exercice 2021.

Délibération 21.59 : Convention Jazz Day : autorisation de signature

Rapporteur : M.Alain GERMAIN

Alain GERMAIN présente le dispositif Jazz Day au cours duquel tous les acteurs sociaux-culturels du Pôle Métropolitain sont invités à participer. Conformément à l'esprit d'ouverture de la manifestation, les projets peuvent être de nature très différente ; ils ont vocation à être pluridisciplinaires : expositions, conférences, rencontres, ateliers, lectures, concerts, projections. ... avec la volonté de toucher le grand public et pas seulement les amateurs de Jazz.

La date retenue pour l'édition 2022 est le 15 avril 2022. Suite aux annulations des 2 dernières années, il est décidé de reprendre le rythme suivant :

2022 : St Didier au Mont d'Or
2023 : St Cyr au Mont d'Or
2024 : Limonest
2025 : Collonges au Mont d'Or

Il est donné lecture de quelques articles de la convention préalablement communiquée aux membres du conseil en annexe 2 du présent rapport de présentation.

Le Conseil Municipal après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la convention 2022 telle qu'annexée à la présente délibération,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cette convention et tous les documents afférents à cette manifestation.

Délibération 21.60 : Attribution d'une subvention à l'Aviron Union Nautique Lyon

Rapporteur : M.JM. BERNARD

JM. BERNARD présente le projet de versement de subvention à l'Aviron Union Nautique Lyon. Licenciés depuis plusieurs années à l'AUNL (Aviron Union Nautique de Lyon), Jules Berchtold et Louis Bouillot, jeunes collongeards, ont intégré le Collectif National Equipe de France d'aviron en 2021. Champions de France en 2019, vice-champions sur différentes compétitions nationales et internationales depuis, les déplacements entre leur domicile et les lieux de compétition ne sont pas intégralement pris en charge par la fédération.

Ainsi, afin de soutenir deux jeunes espoirs collongeards dans leurs parcours sportifs, une subvention de 600 € au club AUNL est proposée afin de contribuer aux frais de déplacements.

Jean-Michel BERNARD informe que la fédération d'aviron prend en charge les déplacements entre la fédération qui se trouve en région parisienne et le lieu du championnat. Par contre les déplacements entre le domicile et la fédération ne sont pas pris en charge. Les dépenses pour les trajets non pris en charge sont estimées environ à 3 000 euros par an. Une subvention de 600 euros soit 20 % de ces dépenses, serait versée au Club AUNL et serait bienvenue pour aider ces sportifs de haut niveau très prometteurs. Alain GERMAIN rappelle que la Commune à plusieurs reprises, a attribué des subventions à des disciplines comme le BMX, la danse, l'aviron et le ski nautique. Jacques MAISSE trouve que la commune pourrait être bien plus généreuse dans sa subvention. Patrick JOUBERT précise que ces deux sportifs ont gagné une médaille d'or dernièrement et vont monter en catégorie supérieure et c'est important de soutenir ces jeunes collongeards. Benoit VAN HILLE pose la question s'il y a le logo de Collonges est représenté par exemple sur les maillots ou au niveau du Club d'aviron. Jean-Michel BERNARD dit que des articles parus dans la presse notamment dans le Progrès ou des magazines étrangers lors de leurs déplacements évoquaient le nom de Collonges.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Oui l'exposé de Monsieur JM. BERNARD, conseiller municipal délégué,

Le Conseil municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** le versement d'une subvention de 600 € au Club AUNL (Aviron Union Nautique Lyon),
- **DIT** que les crédits sont prévus au budget de l'exercice 2021, à l'article 6574 – versement de subventions aux associations.

➤ **Urbanisme et aménagement**

Délibération 21.61 : PENAP (Protection des Espaces Naturels et Agricoles Périurbains) – demande de subvention pour le projet d’achat de parcelles

Rapporteur : Mme Valérie KATZMAN, adjointe à l’urbanisme et à l’aménagement urbain

Mme KATZMAN informe l’assemblée de l’évolution récente relative à l’ancienne propriété des consorts NEYRAND sur notre commune (voir plan parcellaire en annexe 3 du présent rapport de présentation – zone violette).

La SAFER Auvergne Rhône Alpes a négocié la maîtrise des terrains naturels formant le parc composé de parcelles boisées, de pâtures enrichies, de sources et de quelques bâtiments en ruine. Ce tènement naturel d’environ 5 ha a été acquis par la SAFER en décembre 2020. La SAFER qui n’a pas vocation à conserver ce bien envisage de procéder à sa rétrocession.

Dans le cadre de la perspective de l’acquisition par la Commune des parcelles précitées, La Métropole accompagne les porteurs de projets dans les espaces PENAP (Protection des Espaces Naturels et Agricoles Périurbains). Cette acquisition permettrait à la Commune de s’assurer de la propriété de ces parcelles tout en les mettant à la disposition du SMPMO pour mener des projets transversaux. Ainsi ces projets rempliraient les objectifs suivants du programme d’actions des PENAP : préserver et restaurer les continuités écologiques et renforcer le lien entre la ville et la campagne et entre les citoyens et les agriculteurs.

C’est pourquoi, il est proposé de déposer un dossier de demande de subvention pour aider la Commune à acheter les parcelles concernées.

Valérie KATZMAN explique que la propriété NEYRAND appelée aussi Folie Guillaud dont les jardins et vestiges ont été classés dans l’inventaire des monuments historiques. C’est un lieu à fort caractère patrimonial et cela représente six hectares dont cinq hectares en zone naturelle et en plus en secteur PENAP.

Lors de la vente de cette propriété en 2020 la SAFER a préempté les zones naturelles et ce n’est pas sa vocation de les conserver. Elle propose à la commune de les acquérir.

Ce classement PENAP permet à la Commune de demander une subvention pour acquérir cette parcelle. Un partenariat avec la Métropole et le Syndicat Mixte permettra de réouvrir un ancien cheminement qui partirait de la propriété jusqu’au plateau de Moyrand. Ce cheminement aura un aspect culturel (vestiges) avec une connotation paysagère importante.

Alain GERMAIN dit que le projet se fait en contribution étroite avec le Syndicat Mixte Plaines Monts d’or.

Dominique BOYER RIVIERE demande le prix de l’acquisition de cette parcelle et les modalités d’entretien si toutefois le Syndicat Mixte des Monts d’or ne met pas d’élevage car il n’y a pas de bâtiment pour les abriter. Elle pose la question sur la sécurisation des lieux par rapport à la hauteur du terrain au-dessus de la voie ferrée.

Valérie KATZMAN répond que la SAFER a acquis la parcelle pour 20 000 euros. Pour l’entretien, une convention tripartite sera signée avec la Métropole et le Syndicat Mixte. La convention sera complétée par un plan de gestion qui nous permettra d’être plus serein. Alain GERMAIN déclare que la sécurisation de cet endroit peut être sans doute englobée dans cette convention.

Dominique BOYER RIVIERE dit que cela coûtera aussi cher que le terrain. Eric MADIGOU explique que les chemins sont entretenus par le Syndicat Mixte et c’est un espace naturel et cela ne peut pas être un espace hyper aménagé. Il dit que la sécurisation de ce lieu sera identique à la sécurisation globale des Monts d’Or.

Dominique BOYER RIVIERE répond que c’est un cheminement où le principe est de laisser marcher ou courir les enfants devant. Elle précise qu’il y a déjà eu un accident au-dessus de la voie ferrée. Patrick JOUBERT indique que dans certains chemins, bien tracés, il y a une belle signalétique pour indiquer de ne pas s’approcher des falaises.

Eric MADIGOU indique qu'il vérifiera nos obligations en matière de signalétique à mettre en œuvre en matière de sécurisation mais elle ne sera pas supérieure au reste des Monts d'Or.

Jacques MAISSE demande pourquoi dans la convention avec le Syndicat Mixte des Monts d'Or, on ne leur impose pas une possible sécurisation sous certaines conditions. Valérie KATZMAN explique qu'il faut un plan de gestion pour étudier toutes les possibilités.

Dominique BOYER RIVIERE demande pourquoi ce n'est pas une acquisition du SPMPO. Valérie KATZMAN précise que la commune veut garder la maîtrise foncière et ainsi préserver et protéger ce lieu contre d'éventuels promoteurs. Alain GERMAIN dit que le SPMPO est réactif à ce jour mais que dans l'hypothèse d'une intégration par la Métropole, nous perdrons en réactivité donc autant garder la propriété de ces parcelles.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à déposer un dossier de candidature dans le cadre de l'appel à projets n°4 - programme d'actions PENAP 2019-2023, et à solliciter une subvention.

Délibération 21.62 : Garantie d'emprunt à apporter à SA HLM IRA (Immobilière Rhône Alpes) – opération 18 bis Quai d'Illhausern– financement logements PLAI et PLUS

Rapporteur : M.Alain GERMAIN, maire

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée l'opération d'aménagement au 18 bis Quai d'Illhausern comportant 22 logements sociaux dont 15 logements PLUS et 7 logements PLAI. Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée les modalités de garantie d'emprunt apportées aux bailleurs sociaux, définies par la Métropole de Lyon et les communes membres.

Les emprunts à souscrire pour cette opération auprès de la caisse de Dépôts et Consignations, et pour lesquels une garantie est sollicitée, présentent les caractéristiques suivantes :

Acquisition en VEFA de 15 logements PLUS :

Caractéristiques des prêts	PLUS	PLUS Foncier
Montant du prêt	1 178 988 €	884 485 €
Durée de la période de préfinancement	Sans	Sans
Durée de la période d'amortissement	40 ans	60 ans
Périodicité des échéances	annuelle	annuelle
Index	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du Livret A (1) + 60 pdb	Taux du Livret A (1) + 37 pdb
Taux annuel de progressivité (2)	0 %	0 %

Acquisition en VEFA de 7 logements PLAI :

Caractéristiques des prêts	PLAI	PLAI Foncier
Montant du prêt	385 363 €	364 171 €
Durée de la période de préfinancement	Sans	Sans
Durée de la période d'amortissement	40 ans	60 ans
Périodicité des échéances	annuelle	annuelle
Index	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du Livret A (1) - 20 pdb	Taux du Livret A (1) + 37 pdb
Taux annuel de progressivité (2)	0 %	0 %

(1) taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt
(2) actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après avoir délibéré, à l'unanimité :

➤ **SE PRONONCE** pour la garantie sollicitée dans les conditions suivantes :

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu le Contrat de Prêt N° 000292418 en annexe 4 du présent rapport de présentation, signé entre : SA HLM IMMOBILIERE RHONE ALPES ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

Article 1 :

L'assemblée délibérante de COMMUNE DE COLLONGES AU MONT D'OR accorde sa garantie à hauteur de 15,00 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 2 813 007 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 000292418 constitué de 4 lignes du prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Délibération 21.63 : Sollicitation d'attribution d'une subvention par Alliade Habitat pour la réalisation de logements collectifs – 3 rue Pierre Pays à Collonges au Mont d'Or

Rapporteur : M.Alain GERMAIN

Monsieur le Maire rappelle que ALLIADE Habitat s'est porté acquéreur de 3 logements (2 logements PLUS et 1 logement PLAI) situé 3 rue Pierre Pays et réalisé par HOMERE Immobilier (opération Perle d'O).

Il est également rappelé que la Métropole et la Commune se sont engagés à participer au surcoût foncier de cette opération – d'une surface utile 299.58 m² - par une subvention qui s'élève à 35 € du m² pour la commune, soit 10 484 € (pour mémoire la Métropole accorde une subvention de 46 000€).

C'est pourquoi Alliade Habitat sollicite la Commune pour l'octroi de la subvention d'un montant de 10 484 €.

La réalisation d'opérations de logements locatifs aidés de qualité est une nécessité nationale et rend nécessaire le soutien et la participation active des acteurs publics locaux. Au-delà de l'obligation légale fixée par l'article 55 de la loi SRU, la production d'une offre d'habitat diversifié permet de répondre aux enjeux du Plan Local de l'Habitat Communautaire auxquels la Commune s'est pleinement associée.

Il faut également noter qu'en vertu des dispositions du décret n° 2001-1194 du 13 décembre 2001, les communes peuvent déduire, au titre des dépenses susceptibles de venir en soustraction du prélèvement opéré au titre de l'article 55 de la loi SRU, les subventions foncières accordées par les communes directement aux propriétaires ou aux maîtres d'ouvrage qui réalisent sur des terrains ou des biens immobiliers des opérations ayant pour objet la création de logements locatifs sociaux, au sens de l'article L. 302-5 du Code de la Construction et de l'Habitation. L'opération ici-exposée rentre dans ce cadre et la prise en compte de la participation se fera en année n+2.

En outre, l'article 65 de la loi n° 2006-872 du 13 Juillet 2006 portant Engagement National pour le Logement permet le report des dépenses déductibles excédant le montant prélevé sur plusieurs années au prorata du nombre de logements sociaux qu'elles permettent de réaliser.

Jacques MAISSE constate que la Métropole lors de construction de logements sociaux, a été plus généreuse dans le passé. Alain GERMAIN dit qu'il se renseignera auprès de la métropole sur le calcul des subventions.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE** d'accorder une subvention à Alliade Habitat pour l'opération de construction de 3 logements sociaux (2 logements PLUS et 1 logement PLAI) dans un ensemble immobilier à Collonges au Mont d'Or, situé 3 rue Pierre Pays – Collonges au Mont d'Or, d'un montant de 10 484 €,
- **DIT** que cette subvention sera versée en une seule fois à la fin de la construction de l'opération subventionnée sur présentation de la décision de clôture de la DDT (Direction Départementale des Territoires – Service de l'Etat) et d'une copie des PV de réception des travaux,
- **MANDATE** Monsieur le Maire aux fins de notifier la présente décision,
- **INDIQUE** que les crédits seront inscrits à l'article 20422 du budget correspondant à la fin prévisionnelle de l'opération.

➤ **Personnel communal**

Délibération 21.64 : Création d'un poste d'animateur territorial et suppression d'un poste d'éducateur sportif des activités physiques et sportives

Rapporteur : M.Jacques CARTIER

M.CARTIER indique que suite à l'évolution de l'agent en charge du Pole enfance et jeunesse, ces nouvelles missions ne correspondent plus au cadre d'emploi dont cet agent relève : Educateur sportif des activités physiques et sportives : Les éducateurs principaux des APS de 2^{ème} classe et de 1^{ère} classe (2ème et 3ème grade) ont vocation à occuper des emplois qui, relevant des domaines d'activité qui correspondent à un niveau particulier d'expertise. Ils encadrent les participants aux compétitions sportives. Ils peuvent participer à la conception du projet d'activités physiques et sportives de la collectivité ou de l'établissement, à l'animation d'une structure et à l'élaboration du bilan de ces activités. Ils peuvent être adjoints au responsable de service.

Le cadre d'emploi des animateurs territoriaux, a vocation à occuper des emplois correspondant à un niveau d'expertise supérieur, en réalisant des tâches de coordination des projets éducatifs, et peuvent se voir confier des missions de direction.

C'est pourquoi il est proposé de supprimer un poste d'éducateur sportif des activités physiques et sportives à temps complet pour le remplacer par un poste relevant du cadre d'emploi des animateurs territoriaux.

Patrick JOUBERT dit qu'on souhaite créer un poste d'animateur territorial tout en supprimant un poste d'éducateur sportif alors que ce poste a été créé il y a deux mois. On justifie que suite à l'évolution de l'agent ses nouvelles missions ne correspondent plus à son cadre d'emploi donc au poste d'éducateur sportif. Un poste d'éducateur sportif correspond à un niveau d'expertise supérieur en réalisant les tâches de coordinations de projets éducatifs. Patrick JOUBERT précise qu'il y a deux mois on a voté par la délibération 21.51 la création d'un poste EPS. Jacques CARTIER précise que cela concerne deux agents dont une personne qui a pris ses fonctions d'éducateur sportif et l'autre personne qui les a quittées.

Le Conseil Municipal après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la création d'un emploi à temps complet dans le cadre d'emploi des animateurs territoriaux à compter du 1^{er} décembre 2021,
- **APPROUVE** la suppression de l'emploi d'ETAPS à la même date,
- **ACCEPTE** la modification du tableau des effectifs en conséquence,
- **DIT** que les crédits seront inscrits à chaque exercice budgétaire.

Délibération 21.65 : Augmentation de temps de travail d'un emploi d'adjoint technique au service périscolaire, à temps non complet

Rapporteur : M.Jacques CARTIER

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, susvisé les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement, il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant les nécessités d'organisation des services périscolaires et l'augmentation des effectifs scolaires accueillis,

Considérant l'impact de l'augmentation des effectifs au restaurant scolaire,

Vu la délibération 21.53 du 6 septembre 2021, fixant le temps de travail de cet emploi à 16.46/35^{ème},

Le Maire propose à l'assemblée l'augmentation du temps de travail d'un emploi d'adjoint technique à temps non complet à compter du 1^{er} novembre 2021 : passage de 16.46/35^{ème} à 17.25/35^{ème}.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** l'augmentation du temps de travail d'un emploi d'adjoint technique à temps non complet à compter du 1^{er} novembre 2021, à hauteur de 17.25/35^{ème},
- **ACCEPTE** la modification du tableau des effectifs en conséquence,
- **DIT** que les crédits correspondants seront inscrits à chaque exercice budgétaire.

IV) Question orale

Patrick JOUBERT pour Collonges Avenir pose les questions suivantes :

Monsieur le Maire,

Nous avons lu dans le Collonges et Vous un article sur le déploiement des caméras, ce qui nous a engagé à vous demander des précisions sur ce sujet. Merci.

Rappel :

- 1) Le montant Total estimé de l'opération serait de :
399.340€TTC
- 2) Les Dépenses Budgétées pour 27 caméras seraient :

- Autofinancement Commune : 189.539 €

(Après subventions et FCTVA)

- Les subventions régions AURA Sécurisation gare et Espace public :90.000€
- La subvention État ,.....FPID 66.556€
- La récupération TVA : FCTVA 53.245 €

1^{ère} question : *Pouvez-vous nous confirmer ces chiffres. S'agit-il bien de 27 caméras*

2^{ème} Question : *S'agissant de 27 caméras à part Trèves Pâques et quartier de la gare pouvez-vous nous communiquer le déploiement des 19 autres (chiffre à préciser)*

3^{ème} question : *Afin de lutter contre la pollution lumineuse comme vous vous y étiez engagé pourquoi n'avoir pas déployé dans les endroits sensibles des caméras ad 'Hoc*

Jacques CARTIER apporte les éléments de réponse suivants à la 1^{ère} question :

Les montants liés au projet d'implantation d'un dispositif de vidéo protection, pour 31 caméras ont été présentés lors de la commission Voirie, Sécurité et Déplacements du 2 septembre dernier ; le compte-rendu qui les reprenait a été diffusé à l'ensemble des conseillers municipaux le 17 septembre suivant.

Je les reprends. Le budget global de l'opération a été de :

- Budget primitif de 2020 : 410 000 €*
- Payé en 2020 : 8 063 € => report sur budget 2021 : 401 936 €*
- Payé en 2021 : 379 705 € => total payé : 387 768 € TTC*
 - *subvention Région Rhône Alpes : - 68 445 €*
 - *subvention FIPD : - 62 221 €*
 - *FCTVA : estimée à - 54 634 €*
 - *Coût réel à ce jour : 202 468 €*

Reste à financer le logiciel de reconnaissance des véhicules aux alentours de 10 000 €

Reste au budget : 410 000 – 387 768 = 22 232 €

Benoit VAN HILLE apporte les éléments de réponse suivants à la 2^{ème} question :

Il s'agit de 31 caméras. La localisation et le positionnement des caméras a été défini suite au diagnostic établi par les référents sécurité de la gendarmerie du Rhône, et en collaboration avec la police municipale. Il a notamment été établi sur la base de données de la gendarmerie en croisant les faits de délinquance ou d'incivilités sur notre commune, les lieux de fréquentation du public et les entrées et sorties de commune, stratégiques. Les caractéristiques techniques et le déploiement du système actuel de vidéoprotection ont respecté ce diagnostic.

Les finalités de ce dispositif sont : la sécurité des personnes, la prévention des atteintes aux biens, des bâtiments publics, la prévention d'actes terroristes, la prévention du trafic de stupéfiants, la constatation d'infractions aux règles de la circulation.

Cela aide les gendarmes à résoudre leurs enquêtes. En quelques semaines, de nombreuses affaires ont déjà été résolues grâce à ce dispositif.

Au vu de ces finalités très sensibles, nous n'avons pas l'autorisation de la gendarmerie pour publier le détail de l'implantation des caméras, et tout ce qui est dit en conseil municipal est public. Néanmoins, et comme cela a été dit pour répondre à la première question, les sites d'implantation ont déjà été présentés aux conseillers municipaux, lors de la délibération n°20.03. Je préciserais juste qu'il a dû y avoir une confusion dans la dénomination des 2 ronds-points, Paul Bocuse et pont de Fontaines qui sont tous deux concernés. Et l'esplanade de la Plage a été rajoutée à la liste.

Benoit VAN HILLE apporte les éléments de réponse suivants à la 3^{ème} question :

Les référents sécurité de la gendarmerie du Rhône ont aussi défini les types de caméra devant équiper chaque point sensible pour qu'ils puissent exploiter les images de manière optimale, avec caméras de contexte et caméras d'identification, leur implantation et leur orientation. L'absence d'éclairage public ne permet pas l'identification des plaques d'immatriculation.

Le système déployé chez nous est considéré comme un modèle du genre par la gendarmerie et plusieurs communes sont intéressées pour déployer des systèmes similaires.

Les périmètres sous vidéo-protection nécessitent un minimum d'éclairage, autour de 20 lux, mais, cela concerne en moyenne 4-5 points lumineux par site, soit moins d'une centaine de lampadaires alors que Collonges en compte 1178. Cela veut dire que cela laisse une importante marge de manœuvre pour lutter contre la pollution lumineuse à Collonges.

Je vous remercie, Monsieur Joubert, de rappeler cet engagement fort de notre liste. Nous nous y étions engagés et nous avons déjà engagé des mesures concrètes qui se poursuivront tout au long du mandat.

Dans ce cadre, nous travaillons avec le SYGERLY qui est le Syndicat de gestion des énergies de la région Lyonnaise

- 1) Mi-octobre le SYGERLY a terminé l'éclairage de la rue des mugets avec des LED peu énergivores, des détecteurs de présence et des programmeurs pour diminuer l'intensité au plus fort de la nuit (par exemple 50% de 22h à 24h puis 70% de 24h à 6h).*
- 2) Durant le cours de cette année 2021 un état des lieux des points lumineux de la commune a été effectué avec le SYGERLY : 20% des lampadaires sont déjà équipés en LED peu énergivores. Et il a déjà été acté de remplacer une deuxième série de luminaires, les plus énergivores, c'est-à-dire ayant une puissance supérieure ou égale à 150W, cela va jusqu'à 250W. Cela concerne 119 d'entre eux, essentiellement situés sur les quais, et tout ou partie des rues de Chavannes, de Gélives, du Pont et Jean-Baptiste Perret. Ceci sera effectué début 2022 car les délais ont très été allongés par les difficultés d'approvisionnement en matières premières des fournisseurs.*
- 3) En parallèle, nous avons eu une sorte d'audit de notre éclairage par le biais d'une « chasse à la pollution lumineuse » organisée le samedi 25 juillet à 1h du matin, par des représentants de l'association France Environnement Nature du Rhône (ex. FRAPNA, Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature) qui a le soutien de la Métropole de Lyon dans le cadre de son Plan d'Education au Développement Durable. L'objectif était de découvrir les impacts des éclairages nocturnes sur la biodiversité et faire remonter les lieux problématiques. Le compte rendu de visite (mairie, village des enfants et quartier commerçant de Trèves-Pâques) n'a pas mentionné d'écarts par rapport à la législation.*

Patrick JOUBERT indique qu'il serait souhaitable de sensibiliser certains lotissements privés pour faire évoluer leurs lampadaires.

Dominique BOYER RIVIERE indique avoir bien compris que les emplacements ne pouvaient pas être donnés en séance du conseil municipal mais demande si hors conseil, ce serait possible. Jacques MAISSE indique qu'il serait logique que les membres du conseil puissent avoir accès à ces informations pour pouvoir répondre aux collongeards qui nous solliciteraient. Anne-Marie GRAFFIN répond que c'est justement pour ne pas répondre à ce type de questions que nous ne communiquons pas sur les emplacements.

Dominique BOYER RIVIERE trouve dommage d'avoir une caméra face à sa terrasse et de ne pas en avoir été informée. Alain GERMAIN demande quel est le problème car les propriétés privées ne sont pas filmées. Benoit VAN HILLE confirme que les parties relevant du domaine privé des particuliers est systématiquement floutées.

Eric MADIGOU indique ne pas savoir où sont les caméras ; il suffit de lever la tête pour les voir. L'objectif des caméras justement est de ne pas être connu de tous pour assurer ce rôle de protection et au risque de dégradation des caméras. Jacques CARTIER indique que la divulgation pourrait entraîner un déplacement des incivilités.

Alain GERMAIN propose d'organiser par petits groupes le dispositif installé afin que les élus puissent voir la qualité des images.

Anne-Marie GRAFFIN indique que si la gendarmerie indique une discrétion à avoir sur ces emplacements, c'est qu'il y a une raison. Elle demande quel est le rationnel de l'intérêt pour un élu de le savoir dans la mesure où nous n'avons pas le droit de le diffuser. Jacques MAISSE indique alors que même le maire ne devrait pas savoir où elles sont. Benoit VAN HILLE indique que 4 personnes à la mairie sont habilitées à voir ces images : Monsieur le Maire, le 1^{er} adjoint, le policier municipal et l'ASVP.

Patrick JOUBERT indique que les élus quels qu'ils soient ont les mêmes droits à l'information et qu'il n'y a pas de discrimination. Tous les élus sont soumis à la confidentialité. Il indique que cela est discriminant. Chaque élu a le droit d'être informé de toutes les affaires municipales. Il indique qu'un courrier sera fait de demande d'emplacement des caméras et selon la réponse, il se retournera auprès du tribunal administratif.

Alain GERMAIN indique qu'il y a une différence entre les élus, entre ceux qui sont OPJ (officier de police judiciaire) et ceux qui ne le sont pas ; donc l'accès à certaines informations est différent.

Patrick JOUBERT indique ne pas avoir d'intérêt à connaître la cartographie de l'emplacement. Christophe CHARVET déclare n'avoir aucun intérêt à l'avoir. Il indique qu'il suffit de lever les yeux pour savoir où elles sont.

Patrick JOUBERT demande s'il est normal que les membres d'une commission ne soient pas informés du travail de l'un de leurs membres. Benoit VAN HILLE indique qu'il a parlé de ce dossier de vidéoprotection à chacune des commissions depuis septembre 2020 et que l'ensemble des membres du conseil a été destinataire de chaque compte-rendu.

V) Points divers

- **Réorganisation de l'organigramme**

M. Jacques CARTIER explique que la mairie se réorganise suite au départ à la retraite de deux agents du services techniques et la mutation d'un agent dans une autre commune, qui occupait le poste des ressources humaines. Il donne lecture de l'organigramme pour une meilleure connaissance des agents de la Commune et des services. Un recrutement à été fait et un premier agent a été embauché début septembre 2021 au service technique, puis un deuxième agent a été recruté début novembre 2021.

Un responsable des espaces publics, espaces verts et voirie prendra ses fonctions le 1er décembre 2021 au sein du service technique. Un recrutement est en cours pour assurer les missions de RH au sein de la Mairie.

- **Délégation pour célébrer un centenaire**

Alain GERMAIN et Arlette BAILLOT adjointe aux affaires sociales ont représenté Collonges auprès de M. MUSITELLI Thomas notre premier centenaire homme, auparavant nous avions une femme. Il a fêté ses 100 ans le 8 novembre 2021 au centre gériatrique d'Albigny Sur Saône au côté de son épouse Renée âgée de 92 ans.

- **Cérémonie du 11 novembre 2021**

Le Maire Alain GERMAIN rappelle au Conseil Municipal que le vin d'honneur n'aura pas lieu en raison des contraintes sanitaires. Les personnes voulant assister à la cérémonie du 11 novembre sont les bienvenues tout en respectant les règles sanitaires.

- **Illuminations du 8 décembre 2021**

Aujourd'hui au vu de la législation en cours le 8 décembre 2021 pourra avoir lieu comme prévu, avec les mêmes finalités que les années précédentes en collaboration avec le Comité des fêtes.

- **Conseil Municipal des enfants**

M. Nicolas DELAPLACE explique que vingt-quatre enfants ont été élus dont douze élèves de l'école de Monsieur Paul, huit de l'Ecole Jeanne d'Arc et quatre de l'école Greenfield. Charlotte CAMY DEBAT qui a été élue Maire des enfants qui est une élève de CM1 à l'école de Monsieur Paul. Le conseil Municipal des enfants devait élire trois adjoints un par commission et beaucoup de candidats se sont proposés. Il a donc été décidé de faire tourner au cours du prochain mandat les adjoints prochainement élus au sein des différentes commissions. Le conseil Municipal des enfants sera présent le 11 novembre 2021 et les enfants seront invités au début de chaque Conseil Municipal pour voir le fonctionnement du Conseil Municipal. Ils viendront défendre leurs projets lors des différents Conseils.

L'adjoint aux finances M. Jacques CARTIER souligne la maturité des enfants qui présentent des idées intéressantes et originales (développement durable, l'intergénérationnel, aménagement du territoire).

- **Installation des modulaires à l'école primaire**

M. Eric MADIGOU informe que l'installation des modulaires serait prévue pour le 15 décembre 2021, mais il reste quelques conditions à remplir. Le permis de construire provisoire est en cours d'instruction, quelques avis manquent mais cela devrait être rapide. Des précautions sont à prendre pour le chantier en matière de maçonnerie pour couler les fondations et on espère que la météo sera favorable pour le bon déroulement des travaux. Lorsque l'entreprise va creuser le sol, nous espérons que celui-ci ne nous réserve pas de surprise. Le Maire indique que l'assemblée sera informée de l'avancement des travaux.

- **Prise du Commandement à la Caserne des Pompiers**

Le Maire Alain GERMAIN informe que le Conseil Municipal est convié le 26 novembre 2021 à 18 heures 30 à la Caserne des Pompiers de Collonges au Mont d'Or, qui sera baptisée ce jour du nom de Yves GOFFOZ lors de la cérémonie de prise de commandement.

- **Vœux du Conseil pour la gouvernance de la Métropole**

Un document a été transmis par Le Maire Alain GERMAIN aux élus le 8 novembre 2021, concernant un vœu que le Conseil pourrait prendre, demandant à la métropole de revoir sa gouvernance. Le conseil en reparlera au prochain Conseil Municipal.

- **Report du Conseil Municipal**

Le Maire Alain GERMAIN explique que Conseil Municipal du 13 décembre 2021 sera décalé au mercredi 15 décembre 2021. En effet à cette date du 13 décembre, le SMPMO sera réuni en comité syndical et nos deux délégués ne pourront pas être présents pour représenter Collonges notamment au sujet des PENAP et d'autres sujets concernant Collonges. Le Maire demande si les élus sont tous d'accord pour ce report. Tous les élus donne leur accord.

- **Prochains Conseil Municipaux**

- Mercredi 15 décembre 2021

Une intervention d'une heure est prévue avec possibilité de poser des questions pendant une dizaine de minutes, aux représentants du syndicat qui seront présents pour expliquer leur rôle, leur compétence au sein du Syndicat Mixte des Monts d'Or.

- Lundi 31 janvier 2022

- **Vœux du Maire**

Les vœux du Maire se dérouleront le 6 janvier 2022 dans la salle des sports en raison des contraintes sanitaires au lieu de la salle de fêtes.

- **Trophée des Sports**

M. Jean-Michel BERNARD explique que le Trophée des Sports qui a eu lieu le 15 octobre dernier, une centaine de participants était présents. Le retour fait des présidents des associations était très enthousiasme à l'idée de s'être revu et c'était la première organiser par la commission sports.

M. Jean-Michel BERNARD signale que Football Club de St Cyr/Collonges jouera le 7^{ème} tour de la Coupe de France qui aura lieu samedi prochain à 14 heures à Craponne.

Le FC St Cyr/Collonges recevra l'équipe de Grenoble qui est en ligue 2 professionnelle, une belle affiche en perspective et une belle aventure pour notre équipe de Football.

- **Distribution des chocolats**

Mme Arlette BAILLOT parle de la distribution des chocolats de Noël qui aura lieu début décembre en lien avec le CCAS et la commission sociale.

- **Repas des Anciens**

Mme Arlette BAILLOT informe que le repas chez Tante Yvonne à Quincieux a été une grande réussite, les personnes âgées était ravies de ce moment convivial et joyeux avec en prime une animation qui a ravi tout le monde.